De nombreux secteurs de la fonction publique subissent depuis longtemps les restructurations à marche forcée, les suppressions d'effectifs, leurs missions remises en cause ou concédées au privé entrainant un travail à flux tendu et des conditions toujours plus dégradées.

La fonction publique dans son ensemble à travers la loi de transformation de la fonction publique d'août 2019 a subi des attaques mettant à mal le statut et détruisant les instances de représentation des personnels

La crise épidémique que nous traversons a de nouveau mis en lumière la nécessité de services publics.

Dans cette période, les fonctionnaires et agent-es qui les servent ont été fortement sollicité-es. Pour autant, ils et elles n'ont souvent pas bénéficié des protections pourtant indispensables à leur sécurité. Nombre d'entre eux/elles se battent encore pour obtenir le minimum : des masques non périmés, du gel hydroalcoolique, des surblouses… Et pour celles et ceux qui étaient en télétravail, nombre ont dû le pratiquer avec leurs moyens personnels.

La période a également été celle des attaques contre les droits des agent-es : menace pour celles et ceux qui exerceraient leur droit de retrait, ordonnance injuste et inadmissible imposant des jours de congés et de RTT…

La question de la rémunération insuffisante des agent-e-s est aussi apparue prégnante, tout particulièrement dans les corps et cadres d'emploi féminisés de la santé comme du social, sans oublier la situation des agent-e-s des EHPAD, ou de l'aide à la personne, trop souvent invisibles. La

réponse aux attentes des personnels ne peut se résumer à une prime ponctuelle et inégalitaire ou une médaille.

Dans de nombreux services, la colère gronde. C'est le casdans le secteur de la santé notamment, fortement éprouvé à la fois par la casse méthodique de l'hôpital par les gouvernements successifs depuis de nombreuses années, par le mépris fait aux personnels et bien entendu par la gestion de la crise sanitaire.Ainsi, depuis trois semaines, les agent-es rejoints par les usager-es se regroupent devant les hôpitauxet revendiquent pour qu'enfin leurs revendications soient entendues.

Mais cette colère s'élève dans de nombreux autres secteurs. Dans l'Éducation nationale, où réouvertures des écoles ont mis en difficulté les personnels, sans possibilité de respecter strictement les préconisations sanitaires, avec souvent le recours au système D à défaut de moyens. À l'Inspection du travail où c'est désormais sous la menace de la répression voire de la mise à pied que les agent-es exercent leurs missions. Là aussi, les agent-es s'élèvent pour défendre à la fois un collègue mis à pied et l'indépendance dans l'exercice de leurs missions.
Il est indispensable de tirer tous les enseignements de la crise que nous avons traversée. D'autres orientations pour la fonction publique, les services publics et les agent-es qui les servent sont indispensables. Et c'est par la mobilisation de tous-tes que nous y arriverons.

Pour gagner sur les revendications, l'intersyndicale Fonction publique CGT, FAFP, FO, FSU et SOLIDAIRES soutient toutes les actions et mouvements engagés par les agent-es qui défendent leurs droits, leurs conditions de travail et le service public.

fichiers: Télécharger soutien_aux_secteurs.pdf (469.52 Ko)
Public: Luttes 2020

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank